

This publication and the support the university community gave to Rigoberta Menchú's candidacy for the Nobel Prize were considered to be the reasons for the government's threat to withhold already promised (and constitutionally guaranteed) funds from the institution. In the meantime, the military has attempted to denounce Ricardo Falla, claiming he is closely linked to the guerrillas. If a Commission of Truth is established as part of the peace settlement, as the URNG demands, Falla's book will be an important document in its considerations.

Despite the horrendous nature of the events described in this book, Falla both begins and ends the book with a message of hope. In explaining why he felt compelled to write about the massacres, he tells us:

As terrible as the narration that one presents is, the reality that it announces is more marvellous: I am alive. This book [gives voice]...to the hundreds of witnesses that want to say to the Guatemalan people and to the nations of the world: we are alive, incredibly, we are alive (ii).

In concluding, he is equally hopeful:

In the resistance, life begins to conquer death from the moment the population escapes the hands of the military.... [In the resistance] a new family is born in which orphans are [everyone's] children, a new community is born where members are brothers and *compañeros*, a new church is born where catholics and *evangélicos*, *carismáticos* and traditionalists, understand each other.... All this is life (228).

It is a measure of the power of Falla's pen, and the strength and courage of the people who testify in this amazing book, that despite the horror it leaves us, too, with this sense of hope.

Jim Handy
University of Saskatchewan

Gilles Gallichan — *Livre et politique au Bas-Canada, 1791-1849*. Sillery (Québec) : Les éditions du Septentrion, 1991, 519 p.

Historien et bibliothécaire, Gilles Gallichan a mis à profit cette double formation pour étudier le rôle du livre et de l'imprimé dans la vie politique du Bas-Canada durant le XIX^e siècle. L'A. présente d'abord un tableau des institutions culturelles de la ville de Québec, en particulier de ses bibliothèques, puis un résumé des nouvelles structures politiques à partir de 1791. Cette courte mise en situation est commode, à défaut d'être neuve.

Quatre chapitres forment la seconde partie, consacrée à l'analyse de la relation entre imprimé et action politique. Comme on le sait, la production d'imprimés québécois, relativement modeste (moins de 6 000 titres entre 1764 et 1850), tourne alors autour de deux pôles qui ne sont pas toujours isolés : la religion et la politique. Les brochures, beaucoup plus nombreuses que les livres, transmettent idéologies et projets politiques tout en servant, selon l'A., la « mission d'éducation populaire que s'étaient fixée les premières générations de parlementaires québécois » (87). Au début du siècle, l'imprimé — et en particulier le journal — élargit l'audience du monde

politique, mais la production et le commerce du livre sont peu favorisés. Les années 1830 voient cependant apparaître les premiers éléments d'une timide politique d'encouragement de l'édition québécoise. Tantôt le gouverneur, tantôt la Chambre d'assemblée stimulent quelque peu l'édition locale en achetant un certain nombre d'exemplaires, en finançant partiellement la publication ou en faisant publier certains textes. Ici, le mécénat rejoint parfois la propagande.

Le chapitre consacré à l'édition officielle est sans doute le mieux réussi de cette seconde partie. Sous la supervision d'un comité parlementaire, l'impression des bills, journaux et rapports permet aux députés de se former une opinion et au public de suivre le travail des députés. L'exécutif assure par ailleurs la publication des lois, statuts et règlements. Les imprimeurs de Québec doivent manœuvrer habilement pour conserver les faveurs des uns et des autres. Les tribulations de John Neilson illustrent bien l'interférence politique dans le métier d'imprimeur du Roi.

L'histoire de l'édition officielle se conjugue avec la lutte politique de la majorité parlementaire. Plus qu'un simple moyen d'apprentissage, le livre est aussi un outil de revendication. Dans le Bas-Canada du début du XIX^e siècle, traduire et publier peut devenir subversif. Entre autres exemples, Gallichan raconte le cas du *Lex Parliamentaria* que la Chambre d'assemblée décide de traduire en français en 1803. Les membres de l'Assemblée puiseront dans ce célèbre traité de droit parlementaire britannique une légitimation de leur discours politique en faveur des droits du parlement tandis que le *Quebec Mercury* (19 janvier 1807) y verra un moyen d'encourager l'insubordination des députés et de transformer des « pigmies into fancied giants » (141).

Les deux derniers chapitres de cette seconde partie sont décevants. On connaissait déjà les idées démocratiques réclamant la liberté de la presse ou les craintes conservatrices face à cette liberté, de même que l'insertion de la presse dans les luttes politiques et la volonté des deux camps de contrôler cette presse, voire de la museler. Par ailleurs, le parlement comprenait des analphabètes fonctionnels et de fins lettrés bibliophiles. Ce n'est pas une découverte.

Le véritable cœur et l'originalité de cet ouvrage — même si le lecteur doit parcourir deux cents pages avant d'y arriver —, ce sont pourtant les troisième et quatrième parties, réservées au développement des bibliothèques parlementaires et à l'étude de leurs collections. Une bibliothèque, au vrai sens du terme, insiste Gallichan, ce n'est pas seulement un ensemble d'ouvrages, c'est aussi un responsable, un local, un budget, des règlements et des rapports d'activités. Bref, c'est l'histoire de l'implantation et du développement de véritables institutions qui nous est racontée dans tous ses détails, depuis les modestes débuts jusqu'à l'incendie à Montréal en 1849 (on ne sauva que 200 des 22 000 volumes), en passant par le déménagement à Kingston en 1841, puisque les bibliothèques suivent le parlement, au grand dam des lecteurs québécois. À partir de 1825, le public avait en effet accès à la bibliothèque de la Chambre d'assemblée, en dehors des sessions.

Malgré l'intérêt du récit, le lecteur ne peut manquer d'être agacé par la redondance de l'analyse et des conclusions. Pourquoi l'A. n'a-t-il pas commencé et centré son œuvre sur ce « principal témoin de l'enquête » (23) que sont les bibliothèques ? Il aurait pu ainsi éviter de répéter pour les bibliothèques ce qu'il nous a déjà dit de l'imprimé en général : les bibliothèques deviennent pour les députés et les conseillers « un cadre de référence politique autant qu'un outil de fonctionnement

parlementaire » (232); l'évolution des bibliothèques « épouse d'assez près les rivalités fonctionnelles engendrées par la Constitution de 1791 et toute la dialectique des idéologies politiques de la première moitié du XIX^e siècle » (238).

Le développement des collections n'est pas seulement marqué par les besoins des députés, mais aussi par l'ampleur des budgets alloués, budgets qui restent modestes avant 1837. La répartition linguistique des acquisitions varie selon les périodes : à la bibliothèque de la Chambre d'assemblée, 55 p. 100 des acquisitions sont en français entre 1802 et 1840; cette proportion tombe à 28 p. 100 entre 1841 et 1849. Les livres en anglais forment 80 à 90 p. 100 de la collection de la bibliothèque du Conseil législatif; cette bibliothèque ne s'étant jamais donné une vocation publique, sa collection restera majoritairement composée d'ouvrages de droit.

Par contre, la bibliothèque de la Chambre d'assemblée, composée d'abord d'ouvrages de droit et d'économie politique pour répondre aux besoins parlementaires, élargira progressivement sa collection à partir des années 1820. Cet élargissement reflète les champs d'intérêt et les aspirations des hommes politiques de l'époque : l'histoire et les récits de voyage, mais aussi l'agriculture, les techniques, la médecine, la rhétorique, la littérature. Au Bas-Canada, comme aux États-Unis, la bibliothèque parlementaire se donne une vocation multiple : administrative, bien sûr, mais aussi publique ou nationale, et même une vocation de recherche.

L'A. souligne, dans ce sens, la conception du bibliothécaire Étienne Parent pour qui la bibliothèque se situait au carrefour de la politique et de la culture, perçues comme deux instruments de progrès collectif. En conséquence, il préconisera une accessibilité plus grande et un enrichissement des collections par l'achat d'ouvrages récents, mais aussi de classiques et d'ouvrages de référence, par l'acquisition de périodiques en tant que véhicules de vulgarisation scientifique et, en particulier, par l'achat de livres en français, plus difficiles à trouver sur le marché bas-canadien. Dans ce sillage, Georges-Barthélemi Faribault travaillera avec enthousiasme à réunir une précieuse collection en histoire canadienne et américaine.

Il est impossible de rendre justice à l'impressionnante analyse bibliologique effectuée par Gallichan en tentant de la résumer ici. L'A. fait largement la démonstration que les parlementaires avaient doté le Bas-Canada d'une institution culturelle au contenu varié et à jour. De nombreux ouvrages arrivaient à Québec peu de temps après leur parution. Les parlementaires s'approvisionnaient surtout en Angleterre et en France tout en étant sensibles aux besoins issus d'un contexte nord-américain. L'A. insiste sur la modernité des collections et sur la prédilection accordée aux œuvres majeures de la pensée libérale. Soulignons en passant la commodité de l'index.

Dans l'optique de l'A., le choix des livres n'est pas fortuit et le contenu d'une bibliothèque témoigne des valeurs et des projets des lecteurs. Et il faut noter que Gallichan est souvent en mesure de montrer par quelques références, comme des citations dans les discours ou dans les journaux, que les députés utilisaient les auteurs contenus dans la bibliothèque et qu'ainsi, les livres étaient bien des agents actifs dans le combat politique.

L'objectif de Gallichan de comprendre « l'enracinement social d'une institution culturelle » (370) aurait cependant été mieux servi si l'A. était en quelque sorte sorti du milieu parlementaire. On a parfois l'impression que toute la société s'y résume. Les hommes politiques du Bas-Canada avaient bien compris, nous dit-il, la portée

sociale de la lecture. Après 1840, le clergé catholique « prendra les choses bien en main pour un siècle. À cet égard, l'incendie de 1849 marque la fin d'une époque » (457). Pourquoi cette glissade sur une période qu'il n'a pas étudiée ? Malgré son importance, la bibliothèque du parlement n'était pas la seule institution culturelle ni même la seule bibliothèque. Les journaux ont continué d'exister et l'édition locale ou officielle n'a pas cessé. La relation entre culture et société déborde manifestement le cadre choisi par Gallichan.

Malgré cette réserve sur l'aspect social et en dépit de l'agacement suscité par les nombreuses répétitions, cette étude, qui insère le livre dans le développement des institutions, s'avère une belle contribution à l'histoire culturelle du Bas-Canada.

Fernande Roy
Université du Québec à Montréal

Stephen J. Hornsby — *Nineteenth-Century Cape Breton. A Historical Geography*. Montreal and Kingston: McGill-Queen's University Press, 1992. Pp. xxvi, 274.

To paraphrase a popular Nova Scotian folksong, this first book by Stephen Hornsby, based on research done for his doctoral thesis at the University of British Columbia, tells the story of being "down and out on the Mira". The author is a pessimist who argues that fragmentation and scarcity within the Cape Breton resource base, particularly in terms of a lack of arable land, doomed the island to stagnation and marginality. Within two generations after large scale settlement began, hard times on the farm, combined with few prospects elsewhere in the Cape Breton economy, meant that emigration had become an endemic feature of life in this community. Hornsby presents the exodus as being essentially the "inevitable" (207) consequence of problems rooted in Cape Breton's natural endowment.

The central players in this story of largely unfulfilled expectations are the thousands of Scots who poured into Cape Breton mainly through the quarter century which followed the end of the Napoleonic wars in 1815. Pushed overseas by economic dislocation associated with the Highland Clearances and pulled into Nova Scotia by dreams of independence and well-being to be obtained through land ownership, these pioneers quickly emerged as the dominant population group on Cape Breton island. The first comers did best, thanks to their being relatively well off in terms of skills and capital, as well as having the advantage of being able to obtain good land at low prices. By the middle of the nineteenth century, many of these pioneers had established commercial farms which gave them a standard of living higher than they had known back in the Old Country. But those who arrived after about 1830 had less to be thankful for. Echoing an analysis first emerging from the research of Rusty Bittermann, Hornsby argues that the later immigrants arrived with few assets and often were obliged to satiate their hunger for land by settling for squatter's title to backcountry terrain from which they rarely could extract even a subsistence existence. There, they evolved into a chronic rural underclass characterized by poverty and powerlessness.